



Investir dans les populations rurales

## **République du Bénin**

---

### **Projet d'Appui a la Croissance Economique Rural (PACER)**

#### **Rapport de supervision**

#### **Rapport principal et appendices**

Dates de la mission: 20 Mai - 2 Juin 2012

Date du document: 30/06/2012

No. du Projet: 1331

No. du rapport:

Division Afrique de l'Ouest et du Centre  
Département gestion des programmes



## REPUBLIQUE DU BENIN

PROJET D'APPUI A LA CROISSANCE ECONOMIQUE RURALE (PACER)

PRET FIDA N°774-BJ –DON N°DSF-8029-BJ

Mission de supervision: DU 20 MAI AU 2 JUIN 2012

### A. Introduction<sup>1</sup>

1. Une mission du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) a séjourné au Bénin du 20 Mai au 2 Juin 2012, pour assurer la Mission d'achèvement du Programme d'Appui au Développement Rural (PADER, Prêt 676-BJ) et de supervision du Projet d'Appui à la Croissance Economique Rurale (PACER, Prêt 774-BJ). Cette mission a pour objectif de mener une revue des activités d'achèvement du PADER, et une revue de l'exécution technique, administrative et financière du PACER au sein du Programme Cadre. Concrètement, il s'agit de : (i) faire une revue d'ensemble de la mise en œuvre de chaque projet et des principales conclusions / recommandations de la mission y compris le « project status report » PSR; (ii) évaluer la mise en œuvre et le progrès réalisé au niveau de chaque composante comprenant les principales conclusions et recommandations; (iii) faire le suivi de la mise en œuvre des recommandations de la dernière mission de supervision; (iv) évaluer les difficultés et contraintes rencontrées dans la mise en œuvre des activités des projets et faire des propositions pour adresser ces contraintes ; (v) évaluer l'efficacité des outils de gestion du Programme cadre, et le respect des clauses de l'Accord de Prêt et les Amendements y afférents ; (vi) évaluer les dispositions prises au sein du programme cadre pour le maintien de l'environnement, le ciblage des femmes et des jeunes et assurer la durabilité ; et (vii) enfin, apprécier l'impact du Programme cadre.

2. À son arrivée à Cotonou, la mission a consacré les deux premiers jours à la collecte des rapports d'activités et aux discussions avec les différents responsables de composantes du PADER et du PACER. Elle a visité les communes de : Allada (villages Allada et Sékou), Ifangni (village Dangban), Adjohoun (village Goutin), Bohicon (village Bohicon), Savè (village Gobé), Tchaourou (village Goro), N'Dali (villages Boco et Kakara) et Sinendé (village Fo Bouré). Sur le terrain, la mission a rencontré: (i) les représentants et animateurs des opérateurs partenaires polyvalents (OPP) et spécialisés (OPS) du PADER ; (ii) les services décentralisés du MAEP ; (iii) les membres et organes représentatifs des Associations de Services Financiers (ASF) et des groupements d'Activités Génératrices de Revenus (AGR) appuyés par le PADER ; (iv) les micro entrepreneurs (MER) appuyés par le PADER ; (v) les Associations de Développement Villageois (ADV) ; les autorités locales ; (vii) les chefs de file des consortiums constitués

<sup>1/</sup> La mission était composée de : Mme Houessou Abelle, Point focal du FIDA au Bénin, Chef de Mission, en remplacement de Mme Beltchika Ndaya, CPM du FIDA pour le Bénin empêchée ; M. Keyita Matuvanga, Consultant du FIDA responsable de la rédaction du rapport de supervision (l'Aide-Mémoire et les annexes) et des activités d'achèvement du PADER, la transition des activités éligibles du PADER sous le PACER, et le partenariat; M. René Tokannou, Consultant du FIDA chargé de l'évaluation et de la formulation de recommandations sur les questions de suivi/évaluation, la durabilité, et l'environnement, à travers les composantes du PACER et du programme cadre en vue de l'insertion du nouveau projet de finance rurale; M. Pape Mbaye, Consultant FIDA en charge des Aspects Financiers. La mission était accompagnée de M. Dieudonné Messan, Coordonnateur du PADER ; M. Théophile Ségo Sounon, Responsable Suivi Evaluation ; M. François Amoussou Lokossou, Responsable de la composante AIB ; M. Nassirou Moussa, Responsable de la composante Finances Rurales ; M. Antonin Alavo, Responsable de la composante ADF ; M. Jean Guédessou, Responsable de la composante IR ; Raïmy Titus, Responsable URA Borgou Alibori ; et certains assistants des responsables de composante et d'URA. La partie gouvernementale était représentée par M. André Ayi Padonou (Ministère de Développement) ; M. Dossou Mitchozounou, du Ministère de l'Agriculture (DPP/MAEP) et M. Dorichamou Janvier de la Caisse Autonome d'Amortissement (CAA).

et les membres, et (viii) les producteurs autres groupes cibles du PACER. La mission a visité certaines réalisations faites, a mené des discussions avec les différents acteurs rencontrés et a recueilli leurs avis et suggestions qui ont servi de base à cet aide-mémoire.

3. A la fin de la rédaction de l'aide-mémoire, une réunion de restitution s'est tenue à Cotonou le 1<sup>er</sup> juin 2012. Elle a été présidée par le SG du MAEP. La mission exprime ses remerciements aux Autorités Béninoises, à l'UCP, aux URA de Bohicon et Parakou, aux partenaires du programme et aux communautés visitées pour leur précieuse collaboration et leur soutien ayant permis le bon déroulement des travaux. Le présent Aide mémoire retrace les principales conclusions et recommandations de la mission relative au PACER.

## **B. Évaluation d'ensemble de l'exécution du PACER**

4. Le Projet d'Appui à la Croissance Economique Rurale (PACER) s'inscrivant dans la suite du PADER, a démarré en septembre 2010 pour une durée de 6 ans. Le PACER est à sa deuxième année de mise en œuvre. Les principales réalisations cumulées du PACER au 30 Avril 2012 sont résumées ci-dessous.

5. Après l'élaboration des manuels de procédures, et la mise en place des comités régionaux, le PACER est entré dans sa phase active de sélection des bénéficiaires, d'établissement de partenariats avec des structures d'accompagnement, de sélection des prestataires et de passation des marchés pour le démarrage des appuis prévus. Ainsi, le comité national d'approbation des microprojets des MPE a été installé et la formation de ses membres sur le manuel de procédures pour la gestion des guichets A et B a eu lieu. Tous les Comités Régionaux d'Approbation (CRA) sont mis en place et ont procédé à l'étude des dossiers de microprojets au cours du dernier trimestre 2011. Dans le cadre de la sélection des institutions financières partenaires pour la mise en œuvre des guichets A et B, une convention a été signée avec le Fonds National de la Microfinance (FNM). Celle avec les Institutions Financières est en cours de signature.

6. Les processus nécessaires à la mise en place des infrastructures rurales telles que les pistes de déserte, les aménagements de bas-fonds et la construction d'infrastructures de soutien à la mise en marché (infrastructures de stockage, infrastructures et aires de collecte/hangars de commercialisation) ont été amorcés. Diverses études nécessaires au démarrage des travaux de construction ou d'aménagement proprement dits sont en cours et le projet participe à l'achèvement des travaux démarrés avec le PADER et qui doivent se poursuivre avec le PACER.

7. Au 15 Mai 2012, les taux d'exécution physique du PACER est de 12,99%. Sur le plan financier, le taux de décaissement au 15 Mai 2012 est de 8,38%. La DRF 9 arrêté à un montant de 83 718 442 FCFA a été transmise et en instance de paiement au FIDA. Si cette DRF est remboursée, le taux de décaissement serait porté à 9,29%.

8. Le Pour une amélioration de l'image du PACER avant son évaluation à mi-parcours, la mission recommande :

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Revoir le mécanisme de mise en œuvre de manière à accélérer les processus relevant de la responsabilité de l'équipe du projet.	Coord.	Novembre 2012
Discuter avec le FIDA pour stratifier les besoins de recours à la non objection de façon à réduire les temps d'attente des ANO.	Coord.	Novembre 2012

## C. Produits et réalisations

9. Au 30/04/2012, les niveaux de réalisation des objectifs du Projet d'Appui à la Croissance Economique Rurale (PACER) sont résumés ci-après<sup>2</sup> par composante.

**10. Composante « Appui au développement des filières agricoles (ADF) » du PACER.** Cette composante a pour objectif de mettre en place et de développer un mécanisme décentralisé durable, chargé de la promotion du développement des filières riz, ananas, cultures maraîchères et manioc. Elle travaille à la mise en place du dispositif d'appui et des guichets A et B du PACER, et à la professionnalisation des acteurs.

11. Par rapport au Fonds d'appui aux filières « FAF » dans le cadre de la mise en place des guichets A et B du PACER et de l'octroi de crédit aux bénéficiaires, le comité national d'approbation (CNA) a été installé et la formation de ses membres sur le manuel de procédures pour la gestion des guichets A et B a eu lieu à la fin du mois de février 2012.

12. L'évaluation des premières sessions des CRA a été faite les 26 et 27 Mars 2012 et a permis de faire les constats : (i) la faiblesse du nombre de dossiers soumis (un OPP n'a même soumis aucun dossier) ; (ii) la disparité dans les plans de présentation des microprojets ; (iii) le faible niveau du nombre de microprojets relatifs à la commercialisation ; (iv) la prise en compte dans les microprojets de divers équipements à priori non éligibles ; (v) la prise en compte de promoteurs hors zone de couverture des OPP ; (vi) le faible niveau d'approbation des microprojets notamment dans l'URA sud (65 microprojets approuvés sur 92 soumis).

13. Suite à ces constats, un atelier d'harmonisation a été tenu à Bohicon les 26 et 27 mars 2012. A l'issue dudit atelier, il a été retenu : (i) d'harmoniser le plan de présentation des microprojets ; (ii) de tenir des concertations régulières entre animateurs/CP/URA et UCP pour régler au cas par cas la prise en compte de certains équipements qui prêtent à équivoque ; (iii) d'instruire les OPP pour que chaque animateur présente au moins deux (2) microprojets par mois. Ces assises ont recommandé également que l'UCP : (i) envoie les prix témoins des équipements aux OPP à travers les URA ; (ii) accélère la signature des conventions avec les IF ; (iii) mette à la disposition des OPP et SAE la liste des IF/IMF ; (iv) étudie la possibilité de prendre en charge les animateurs lors des sessions des CRA.

14. Dans le cadre de l'appui à la professionnalisation des acteurs : Le PACER a facilité la participation de PROMO-FRUIT à la foire du Mali. Cet appui a été très apprécié par ladite structure car elle lui a permis de prendre de nouveaux contacts et de faire la promotion de son produit dans ce pays. De même la formation sur les modules TRI, CRE et GERME a été exécutée et a permis de toucher tous les CP et 18 cadres par CeRPA. L'évaluation de ladite formation a révélé qu'elle a été très appréciée et qu'elle a permis de mettre à la disposition des bénéficiaires un outil très précieux pour l'appui aux MPE et MER.

**15. Composante « Infrastructures rurales (IR) » du PACER.** Par rapport à la « Composante Infrastructures Rurales » Le PACER prévoit : (i) la réhabilitation de 250 km de pistes ; (ii) l'aménagement de 420 ha de bas-fonds, (iii) la construction de l'équivalent de 7500 m<sup>2</sup> d'infrastructures de soutien à la mise en marché (infrastructures de stockage, infrastructures et aires de collecte/hangars de commercialisation).

16. La principale réalisation au titre de l'année 2012 est l'identification des bas-fonds à aménager (130 ha) et la poursuite des procédures pour la réalisation des études avant le démarrage des travaux d'aménagement ou de réalisation des pistes.

**17. Composante D : «Coordination et Partenariat stratégique».** La mise en œuvre du PACER est assurée par l'Unité de Coordination du Programme cadre PADER. A l'avènement du PACER, les Unités Régionales d'Appui (URA) se sont vues renforcées par

<sup>2</sup> Les résultats détaillés sont présentés dans l'appendice 5.

des assistants. Ce qui a permis d'alléger leur charge de travail. Le PACER dure 6 ans et se présente comme la suite logique du PADER.

18. Tel que présenté dans l'aide mémoire de la dernière mission de supervision, de multiples partenariats sont déjà noués dans le cadre de la mise en œuvre du PADER et des projets de courts termes (PUASA, Ex-PDRT et Don EU) et se poursuivent avec le PACER notamment à travers les structures déconcentrées de l'Etat (l'INRAB, la DAGRI, la DPQC, la DPLR, la SONAPRA CeRPA, les CeCPA, l'UAC et les ONG etc). Ces partenariats devront se renforcer progressivement dans le sens de l'amélioration de la mise en œuvre des activités mais aussi dans la perspective de la pérennisation des acquis du projet.

19. Pour une amélioration des produits et des réalisations, la mission recommande :

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Former l'équipe du projet sur la gestion axée sur les résultats (GAR)	Coord.	Novembre 2012

## D. Avancement de l'exécution du projet

20. La mise en œuvre du PACER rentre en phase active et des recommandations ont été formulées par la mission de supervision de décembre 2011 pour faciliter l'amélioration de ses performances. Certaines de ces recommandations ont été mises en œuvre, quelques unes sont encore en cours de réalisation et d'autres n'ont pas connu un début de réalisation (voir annexe 1 : état d'exécution des recommandations de la mission de supervision de décembre 2011). Par composante, le point de l'avancement de l'exécution du projet se présente comme suit :

21. **Composante « Appui au développement des filières agricoles (ADF) ».** Au titre du PTBA 2012, cette composante envisage dans le cadre du fonds d'appui au développement des filières de : (i) mettre en place et développer un mécanisme décentralisé durable, chargé de la promotion du développement des filières riz, ananas, cultures maraîchères et manioc ; elle (ii) travaille à la mise en place du dispositif d'appui et des guichets A et B du PACER, et à la (iii) professionnalisation des acteurs.

22. Par rapport à la mise en place et au développement d'un mécanisme décentralisé durable, chargé de la promotion du développement des filières riz, ananas, cultures maraîchères et manioc, les processus en cours concernent essentiellement :

- la création de consortiums regroupant divers acteurs d'une même filière et ayant des liens contractuels entre eux,
- l'appui, le suivi et le contrôle opérés concomitamment par les OPP, OPS et SAE.

23. Par rapport à la mise en place du dispositif d'appui, la convention avec les CeRPA l'ONASA, la DPLR et la DANA sont déjà signés. Les projets de contrat avec la DPQC et l'INRAB sont au niveau du FIDA pour Avis de Non Objection. Il reste à introduire la convention avec SONGHAÏ. Aussi, pour l'évaluation des CeRPA dont l'objectif principal est d'apprécier leur potentiel technique, financier et matériel en vue de l'identification de leurs besoins en renforcement de capacités dans divers domaines pour leur implication dans le PACER, les TDR sont au niveau du FIDA pour avis de non objection.

24. Par rapport à la mise en place des guichets A et B, suite à l'évaluation des premières sessions des CRA et au constat que certains projets s'écartent trop des balises fixées par le PACER, il a été envisagé un appui plus rapproché des animateurs sur le terrain. Par ailleurs le niveau de la subvention sollicitée par la plupart des promoteurs intègre aussi bien les équipements que les frais de fonctionnement, ce qui est contraire au manuel de procédures. Face à cette situation, il a été envisagé que l'URA/Bohicon reprenne le calcul des subventions pour permettre au fonds d'appui aux filières de satisfaire les promoteurs.

25. La convention a été signée avec le FNM. Par rapport aux IF, le processus est en voie d'achèvement. Le taux de sortie du crédit a été fixé à 10%. Il ne reste que les concertations avec la FECECAM qui ne veut pas faire recours au FNM. La liste des IF éligibles au guichet A est arrêtée d'accord partie avec le FNM et diffusée au niveau des URA.

26. Pour l'élaboration des plans de développement à moyen terme des filières, l'avis de non objection du FIDA a été obtenu pour le dépouillement des offres techniques et financières. Le lancement de l'étude est prévu pour le lundi 04 juin 2012.

27. Par rapport à la professionnalisation des acteurs et dans le cadre du processus d'approvisionnement et de gestion des intrants au niveau des URA, le point des besoins par URA a été fait et l'avis de non objection du FIDA a été obtenu pour les commandes. La procédure de commande a été enclenchée à travers la SONAPRA.

28. Suite à la formation des semenciers maraîchers qui est la première d'une série visant à dynamiser la production maraîchère au Bénin, il est envisagé la mise en place d'un réseau de semenciers maraîchers et d'appui à la commercialisation des semences locales (mise en place de matériels adéquats pour la production de semences, l'amélioration du conditionnement avec l'usage des sachets aluminés, installation de pôles de distribution). Les concertations sont en cours avec les institutions étatiques (DAGRI, DPQC, INRAB) et les acteurs.

29. Pour cette composante, la mission recommande de :

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Assurer en concertation avec le responsable de la composante ADF, la mobilisation et la mise en place des crédits complémentaires au profit des MPE et MER bénéficiaires de microprojets approuvés par les CRA et le CNA	FR et ADF	Fin octobre 2012
Susciter l'organisation des producteurs impliqués dans les consortia de filière	ADF	Décembre 2012 pour les consortia existants
Appuyer le consortium d'Allada sur l'ananas à l'export par la finalisation de son dossier sur la mise en place d'une unité plus performante de transformation	ADF	Septembre 2012
Faire vulgariser les boutures certifiées de manioc par les radios locales, les CeCPA et les OPP	ADF/CSE	Juillet 2012
Appuyer le Micro entrepreneur Dramane Chabi Akpo de Goro dans la revue de son dossier en vue de la soumission d'un dossier sur l'achat de tracteur au PPMA via le FNM et d'un second au relatif à la promotion de filière au CRA	ADF/UCP/URA/OPP	Juillet 2012
Appuyer le groupement de femmes de Goro pour son dossier d'acquisition d'une rappeuse et d'une presse.	ADF/UCP/URA/OPP	Juillet 2012
Faire la capitalisation et la diffusion des bonnes pratiques au sein des ASF	CSE, FR	Novembre 2012
Appuyer les groupements de Fô Bouré dans le montage d'un dossier de micro-projet à présenter au guichet A du PACER	ADF/ /URA/OPP	Juillet 2012
Prévoir et exécuter au plus tôt possible une formation sur le maraîchage au profit des OPP et SAE	ADF	Septembre 2012

30. **Composante « Infrastructure Rurales (IR) ».** L'avancement par rapport au PTBA 2012 reste globalement limité par les procédures administratives.

31. L'appui aux communautés à la base dans l'identification des pistes à construire ou à réhabiliter se poursuit par la réalisation de l'étude de l'avant projet détaillé (aspects technique, économique, social et environnemental) des pistes à aménager qui a été poursuivi. La requête à adresser au Président de la BOAD en vue d'obtenir le financement pour l'exécution de ladite étude est en étude au niveau du ministère en charge des finances en vue de recueillir la signature du Ministre de l'Economie et des Finances pour acheminement à la BOAD. .

32. Dans le cadre de l'appui aux communautés à la base dans l'identification des bas-fonds à aménager, 130 ha de bas-fonds sont identifiés pour le PTBA 2012. Les Termes de Référence élaborés en vue de la réalisation des études techniques ont reçu l'ANO du FIDA et ont été envoyés à la Cellule Bas-fonds (Point Focal PC PADER) à cet effet. La convention de partenariat est signée en vue de la réalisation des études techniques des

130 ha de bas-fonds. La prospection des sites à aménager est en cours. Une convention a été signée avec la Direction du Génie Rural pour la réalisation des études techniques de 80 ha de bas-fonds. Les résultats des études techniques sont transmis au Programme Cadre PADER pour commentaires et approbation. Les observations pour améliorer lesdites études sont transmises pour l'élaboration des divers dossiers de consultation restreinte.

33. Un appel à manifestation d'intérêt pour la sélection des entreprises en vue de l'exécution des travaux d'aménagement des 80 ha a obtenu le « Bon à lancer ». de la Direction Nationale de Contrôle des Marchés Publics (DNCMP) et le dépouillement des offres est prévu pour le 19 juin 2012.

34. L'identification des sites devant abriter 1830 m<sup>2</sup> d'infrastructures marchandes a été faite pour la réalisation des magasins de stockage et des Hangars de marché au titre de l'année 2012.

35. Dans le cadre de l'adaptation des études techniques utilisées par le PADER pour la réalisation d'infrastructures similaires, deux DAO Locaux sont élaborés pour les URA de Djougou et de Parakou et un DAON pour l'URA Bohicon. Les trois DAO ont reçu l'ANO du FIDA pour engager la procédure de sélection des entreprises. La sélection des entreprises pour l'exécution des travaux est au stade de dépouillement des offres après le lancement des appels pour les URA de Djougou et Parakou. Le DAON élaboré pour l'URA Bohicon est introduit à la Direction Nationale de Contrôle des Marchés Publics (DNCMP) pour l'obtention du « Bon à lancer ».

36. Le suivi des travaux de réalisation des infrastructures en relation avec les CeRPA se fait pour les douze (12) hangars de marchés (au total 619,20 m<sup>2</sup> bâtis). Deux (02) hangars de marchés pour le compte de l'ADV Avlékété (Commune de Ouidah) sont achevés et réceptionnés.

37. Pour cette composante la mission recommande :

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Procéder à l'étude d'aménagement du site maraîcher des groupements Yékponawa et Agbondjèdo d'Ifangni	IR/UCP/PACER	Novembre 2012
Appuyer le groupement de Gobé par rapport à son projet d'aménagement de bas-fond et de construction d'un magasin de stockage	IR/UCP/PACER	PTBA 2013
Faire une étude du site des groupements de Fô Bouré en vue d'un aménagement pour une meilleure maîtrise de l'eau.	IR/UCP/PACER	PTBA 2013
Etudier la demande faite par l'association des transformateurs d'ananas pour la construction de trois magasins de stockage d'ananas pour faciliter l'écoulement des jus dans les pays de l'inter-land.	ADF, IR, Coord	Décembre 2012

38. « **Coordination/Gestion et Partenariat stratégique** ». De multiples partenariats ont été noués dans le cadre de la mise en œuvre du PADER et des projets de courts termes et se poursuivent avec le PACER notamment avec les structures déconcentrées de l'Etat (l'INRAB, la DAGRI, la DPQC, la DPLR, la SONAPRA CeRPA, les CeCPA, l'UAC et les ONG etc). Ces partenariats devront se renforcer dans le sens de l'amélioration de la mise en œuvre des activités mais aussi dans la perspective de la pérennisation des acquis des différents projets/programmes.

39. Le Coordonnateur du PC/PADER a pris part au lancement de la commercialisation des semences certifiées de riz et de maïs le samedi 07 avril 2012 à Glazoué par le Ministre de l'Agriculture de l'Elevage et de la Pêche. Selon le Ministre, 2012 est la dernière année de subvention complète de l'Etat à la commercialisation des semences. Pour cette dernière année, un montant de 2,9 milliards de FCFA a été débloqué par l'Etat au profit de la SONAPRA. Pour cette opération les années suivantes, la subvention sera dégressive jusqu'à extinction (cette option avait déjà été recommandée depuis plusieurs mois lors d'un atelier que le PC/PADER a réalisé sur financement du Don UE). *L'appui de*



*l'Etat au secteur semencier a été très important ces dernières années, mais le renforcement des acteurs du secteur semencier pour une autogestion du secteur devrait également être une priorité.*

40. Cela pourrait occasionner un retard dans la réalisation des activités spécifiques prévues aux comptes de ces financements notamment les formations et les travaux de recherche qui constituent des intrants pour l'obtention de meilleures performances.

**PTBA :** Le faible taux actuel de mise en oeuvre du PTBA oblige à une révision de l'approche de mise en œuvre des prévisions annuelles. Le système de planification et de bilan périodique devra être revu dans le sens d'une meilleure gestion axée sur les résultats.

Pour cette composante, la mission recommande de :

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Prévoir annuellement une ligne budgétaire dans le PTBA pour financer les cadres de concertation entre les différents intervenants (OPP, CeRPA, CeCPA, URA, etc) afin d'harmoniser les approches d'intervention	Coord, RAF	Continuel
Accélérer la production du DVD-Vidéo sur les points forts de l'atelier à diffuser et utiliser le canal de l'Association départementale des maires pour permettre à tous les maires de s'approprier les conclusions et recommandations de l'atelier sur la gestion des infrastructures	RSE, AIB	Juillet 2012
Faire aboutir les financements complémentaires du PACER	ADF, FR, Coord	Novembre 2012
Elaborer un cadre de référence propre au PACER pour son évaluation en tenant compte de l'étude de référence du PADER complétée par des études spécifiques.	UCP	Novembre 2012
Faire mettre en place par les CeRPA un mécanisme permettant de s'assurer de la justification des fonds dans les délais convenus	ADF, RAF, Coord	Juillet 2012
Impliquer les autorités locales dans la gestion des cas de mauvaise gestion/détournement au niveau des ASF	ADF, FR, Coord	Continuel

## E. Aspects fiduciaires

41. **Gestion financière.** Depuis son lancement en 2010, le PACER, partie prenante du Programme Cadre d'intervention du FIDA au Bénin a terminé sa phase de structuration. Le personnel suivant été recruté : (i) les responsables de composantes Appui au Développement des Filières, Infrastructures Rurales et Responsable en Passation des Marchés ; (ii) un assistant en suivi-évaluation ; (iii) un chef comptable (iv) les Assistants des Unités Régionaux d'Appui. Toutefois, le projet ne parvient pas à véritablement prendre son envol au vu de ses résultats mitigés. En témoigne le budget PACER pour l'exercice 2012 arrêté à 2.097.615.684 FCFA pour un taux d'exécution très faible de 7% à fin avril 2012. Sur le plan comptable, la saisie des pièces et les états de rapprochement du comptes bancaires sont à jour au 30 avril 2012.

42. **Comptes spéciaux :** Au 30 avril 2012, le solde consolidé du compte d'opérations ouvert auprès de la Bank of Africa, présente un solde créditeur de 42 706 760 FCFA ii) Depuis son démarrage, le PACER a transmis au FIDA, neuf Demandes de Paiement Direct (DPD) et de Remboursement de Fonds (DRF) ont été transmises au FIDA pour un montant total 858 849 680 FCFA. La DRF 9 d'un montant total de 83 718 442 CFA est transmise et en attente de paiement au FIDA. La réconciliation du compte d'opérations à fin avril, laisse apparaître un écart de 46 000 000 FCFA représentant un préfinancement accordé en mars au PADER pour financer la réalisation d'activités avant la date d'achèvement. La mission recommande le recouvrement de ces créances dans les meilleurs délais.

43. **Décaissements.** Au 15 mai, il a été décaissé sur PACER, un montant de 775 131 238 FCFA, soit un taux de décaissement de 8,38%. La DRF 09 a été transmise au FIDA pour un montant de 83 718 442 F CFA. Si cette DRF est payée le montant total remboursé serait porté à 858 849 680 FCFA correspondant à un taux de décaissement de 9.29%. La DRF 10 est en cours de préparation à l'UCP.

44. **Financement de contrepartie.** Pour le PACER, la contribution de l'Etat Béninois au titre de l'exercice 2012 est de 37 760 764 CFA. Ce montant faible par rapport au budget prévisionnel alloué de 167 640 401 CFA, soit un taux d'exécution annuel provisoire de 23%.

45. **Dispositions de l'accord de prêt.** La catégorie 3-Matériel et Equipements qui a déjà atteint un taux critique de 119%, devra être particulièrement surveillé.

46. **Passation des marchés :** Sur l'année 2012, l'analyse du registre des contrats permet de constater que seuls quatre marchés ont été passés pour un montant total de 63 922 390 FCFA très largement en deçà des prévisions. L'analyse du processus de passation des marchés, permet de constater que la moitié des marchés sont passés en gré à gré. Aussi, il est impératif, de pourvoir le poste de Responsable en Passation des marchés, resté vacant depuis plus d'un an mais dont l'intérim est assuré par le Responsable de la Composante Infrastructures Rurales, secondé d'un assistant en passation de marché. Sur la base de ces constats, un nouveau PPM révisé est en cours d'élaboration. *En conséquence, la mission recommande au PACER d'accélérer le rythme d'exécution des activités de terrain en ayant moins recours à la consultation restreinte et au gré à gré.*

47. **PTBA :** Au 30 avril 2012 le taux d'exécution provisoire du PTBA 2012 du PACER est de 7%. Ce taux encore faible sur un PTBA de 2 024 177 652 FCFA . Ce budget 2012 et le PPM qui lui est associé ont été conçus avec un consultant spécialiste en Passation de marché et de toute l'équipe cadre du Projet. Toutefois, le faible taux d'exécution du budget, malgré les efforts déployés par le FIDA. Des échanges fructueux que la mission a eu avec les responsables des composantes , ont permis de faire le constat que les goulots d'étranglement qui pèsent sur l'exécution budgétaire sont : (i) les tensions de trésorerie récurrentes ; (ii) la lenteur des procédures d'obtentions des ANO ; (iii) la lenteur des procédures de passation des marchés en vigueur au Bénin. Afin d'améliorer les taux d'exécutions des PTBA, la mission recommande : (i) au FIDA d'accélérer le traitement des demandes de non objection ; (ii) au Programme cadre de faire une requête aux fins d'expérimenter l'avance de trésorerie sur la base de budgets trimestriels ; (iii) entreprendre discussions auprès du Ministère de tutelle pour accélérer les procédures de passation des marchés.

48. Au cours de la réunion que nous avons eue avec les responsables de composantes, plusieurs questions techniques ont été posées à savoir si les budgets trimestriels pourraient intégrer les prestations des OPP et OPS ou finaliser avec les concernés, les cautions bancaires d'avance pour éviter ainsi l'arrêt des activités de terrain et le paiement de prestations non effectuées.

49. **Audit.** La procédure de recrutement du Cabinet pour l'audit des comptes du Programme Cadre PADER pour l'exercice 2011 démarrée en mars 2012 est à présent terminée. Le marché a été attribué au Cabinet COFIMA et le contrat signé. La mission a démarré depuis le 22 mai 2012. La mission a échangé avec l'équipe des auditeurs à l'UCP pour surtout rappeler le caractère impératif du dépôt des rapports au FIDA avant le 30 juin 2012.

50. **Manuel de procédure.** Le manuel de procédure du PADER utilisé a fait l'objet d'une mise à jour dans le cadre de la mise en œuvre du PACER. Il a fait l'objet d'un atelier de partage en décembre 2011. A présent ce document doit être opérationnel et utilisé par tous les acteurs. Il devra également faire l'objet d'évaluations périodiques.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
D'accélérer le traitement des demandes de non objection	FIDA	Immédiate
Requête aux fins d'expérimenter l'avance de trésorerie sur la base de budgets trimestriels	UCP	Immédiate

Finaliser et valider le PTBA et PPM révisé 2012	RSE/RAF/RPM/R Composantes	Immédiate
---	---------------------------	-----------

## F. Durabilité

51. **Durabilité institutionnelle et sociale.** La mise en œuvre du PACER a connu la signature de contrats avec les structures pérennes de l'Etat dans le sens de leur implication dans la mise en œuvre. En outre, le projet fonde ses interventions sur le développement de partenariats directs entre les bénéficiaires qui se mettent en consortium avec des règles de fonctionnement mutuellement bénéfiques pour les différentes parties. Ces arrangements en faveur de la durabilité institutionnel et sociale du projet en ce sens même après le projet, les avantages qu'ils génèrent renforceront leur maintien à terme.

52. **Durabilité économique et financière.** A la différence du PADER qu'il remplace, le PACER a une forte orientation vers la création de valeur ajoutée au niveau des différents maillons de 4 filières promues. Cette concentration des efforts du projet sur la création de richesse pour les différents acteurs des filières qui caractérise le PACER constitue le principal fondement de sa durabilité. En effet, avec le développement de mécanismes qui génèrent des profits pour les acteurs, les besoins d'appui pour le maintien des acquis du projet deviennent moindres.

53. **Durabilité technique.** Les systèmes de production en cours de mise en place dans le cadre du projet se fondent sur les activités courantes des bénéficiaires. L'approche du projet n'inclut pas la mise en place de technologies trop complexes hors de la portée des bénéficiaires. Des élargissements d'échelles de productions sont en cours. Mais ils sont également accompagnés des renforcements des capacités nécessaires à la bonne maîtrise des technologies.

54. **Durabilité environnementale.** L'orientation du projet vers la croissance économique avec un recours relativement important aux techniques de production et de transformation de plus en plus améliorées en termes de productivité (utilisation d'engrais chimique par exemple) peut faire craindre des risques environnementaux. De même, certaines activités du projet telles que la mise en place des infrastructures (pistes, aménagement de bas-fonds etc) peut être des sources de perturbations des écosystèmes ou de l'environnement des populations locales. Même ces perturbations pourraient n'être que de portée mineure, il importe d'envisager leur prise en compte pour réduire autant que faire se peut leurs effets néfastes.

55. Pour une gestion du PACER dans le sens d'une meilleure durabilité de ses acquis, la mission recommande :

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Faire élaborer un plan de gestion environnementale et social (PGES) pour le PACER	ADF, IR, Coord.	Novembre 2012
Rendre systématiquement les renforcements de capacités des divers bénéficiaires d'équipement du projet	ADF, IR, Coord.	Novembre 2012

## G. Impact

Le niveau actuel de mise en œuvre du PACER ne permet pas véritablement de parler d'impact car beaucoup d'arrangement de mise en œuvre du projet sont encore en cours. A ce stade les dispositions la situation de référence du projet n'est pas encore clairement établie au regard des indicateurs d'effet et d'impact prévus dans le cadre logique.

56. **Acquis physiques et financiers, et amélioration des revenus.** Les interventions du projet ne génèrent pas encore des acquis physiques et financiers susceptibles de faire l'objet de rapportage. Mais quelques appuis tels que l'accompagnement des promoteurs dans l'écoulement de leurs produits vers les pays de

l'inter-land Niger, Burkina Faso suscitent déjà des engouements et présentent des perspectives d'un bon développement futur des affaires de ces promoteurs.

57. **Sécurité alimentaire.** Parmi les filières que développe le PACER, le riz et le manioc sont largement consommés au Bénin. Les facilités qu'offre actuellement le projet pour leur production à travers la mise en place des engrais au niveau des unités régionales du projet contribueront à coup sur au renforcement de la sécurité alimentaire au Bénin.

## H. Genre/Ciblage

58. En tirant des leçons de l'expérience du PADER pour conforter les besoins et les intérêts des femmes dans le PACER, la mission de supervision de décembre 2012 avait recommandé de : (i) revoir les programmes d'alphabétisation fonctionnelle pour les mettre en phase avec les besoins pratiques exprimés par les femmes (lecture, écriture, maîtrise des 4 opérations de calcul, détermination prix de revient et coûts de production, calcul du chiffre d'affaires prévisionnel et du bénéfice), (ii) entreprendre des formations spécifiques à l'endroit des femmes sur le développement de l'esprit entrepreneurial, le développement personnel (confiance en soi, auto-estime, auto-valorisation), les opportunités économiques de l'approche filières et la maîtrise des outils de comptabilité simplifiée et de gestion devant se traduire par la tenue de documents comptables, (iii) promouvoir, soutenir et encourager l'émergence de MER femmes. Ces recommandations sont toujours d'actualité pour renforcer la prise en compte du genre dans le PACER.

59. Par ailleurs, il convient de noter que sur le plan technique, les phases prochaines de mise en oeuvre de micro-projets en cours de sélection prendront en compte les recommandations relatives à l'impliquer les femmes dans le choix des équipements mis à leur disposition ; et au soutien de l'introduction de procédés techniques modernes et d'innovations technologiques dans la production comme dans la transformation pour réduire la pénibilité de certaines tâches et améliorer la qualité et la productivité.

## I. AUTRES ASPECTS

60. **Innovations.** Des innovations importantes sont en cours dans le cadre de la mise en oeuvre du PACER. La principale innovation du PACER est le "développement des filières agricoles par les pôles économiques structurants" dénommés dans le projet « Consortium ». Cette innovation à travers laquelle les petits producteurs sont mis en relation avec des entreprises de production, ou de service pour leur offrir des facilités de production et de mise en marché de leur production mérite une attention soutenue en vue d'une capitalisation pour son utilisation à travers d'autres projets.

61. **Leçons apprises.**

Il est trop de parler de leçons apprises car les différents processus de mise en oeuvre sont en cours de mise en place.

## J. Conclusion

62. Le PACER est à sa deuxième année de mise en œuvre. Tous les dispositifs d'encrage du projet sont mis en place (des manuels de procédures des guichets A et B, Comité national d'approbation des microprojets des MPE et formation comités régionaux d'approbation, sélection des bénéficiaires, établissement de partenariats avec des structures d'accompagnement et signatures de conventions, sélection des prestataires et passation des marchés). Les processus nécessaires à la mise en place des infrastructures rurales telles que les pistes de déserte, les aménagements de bas-fonds et la construction d'infrastructures de soutien à la mise en marché (infrastructures de stockage, infrastructures et aires de collecte/hangars de commercialisation) ont été amorcés. Le PACER est donc entré dans sa phase active de mise en œuvre.

63. Pour une exécution satisfaisante des objectifs du PACER, la mission recommande :

64. **A l'UCP de :**

- Former l'équipe du projet sur la gestion axée sur les résultats ;
- Organiser les producteurs membres des consortiums pour la défense de leurs intérêts face aux têtes de pont qui sont plus structurées et orientées vers le profit ;
- Cibler au sein des groupements d'AGR des femmes et des jeunes porteurs d'initiatives de micro-entreprises et les accompagner ;
- Réaliser la situation de référence du PACER ;
- Faire la capitalisation des bonnes pratiques.
- Prévoir annuellement une ligne budgétaire dans le PTBA pour financer les cadres de concertation entre les différents intervenants (OPP, CeRPA, CeCPA, URA, etc) afin d'harmoniser les approches d'intervention ;
- Appuyer l'ANASEB dans la préparation et l'organisation de l'assemblée générale devant approuver les nouveaux textes constitutifs et élire le nouveau bureau.
- Finaliser les processus de mobilisation des contributions financières de la BOAD et de la FAO au PACER ;
- Poursuivre et accélérer la mise en œuvre du plan de communication et de partage des savoirs afin de renforcer la visibilité des actions du PACER ;
- Payer les arriérés de salaires des OPP et OPS, prendre des mesures adéquates pour réduire les retards de leur paiement et améliorer le contrôle de la qualité de leur prestation.

65. **Au Gouvernement :**

- Mener des actions concrètes qui reflètent les déclarations d'intention d'améliorer les procédures d'étude des dossiers de passation des marchés au niveau du MAEP.

66. **Au FIDA :**

- Catégoriser les recours à la non - objection de façon à réduire le temps d'attente des ANO.

Le FIDA et le Gouvernement de la République du Bénin approuvent les conclusions de la mission de supervision.

## **Appendices**

Appendice 1 : Résumé de l'état d'avancement du PACER et notes

Appendice 2 : Résumé des principales mesures à adopter dans des délais convenus

Appendice 3 : Questions financières: exécution effective des obligations de financement par source de financement; décaissements par catégorie et par composante

Appendice 4 : Respect des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement

Appendice 5 : Avancement matériel du PACER au regard du PTBA, y compris les indicateurs SYGRI

Appendice 6 : Cadre logique actualisé indiquant l'avancement des activités au regard des objectifs, des réalisations et des produits

Appendice 7 : Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

**Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du projet et notes**  
**Faits essentiels PACER**

Pays	Bénin	No. du Project	1250	No. du prêt/don	Prêt N°774BJ et Don N° DSF-8029 BJ
Projet	Projet d'Appui à la Croissance Economique Rurale			Prêt/don Suppl.	
Date de mise à jour	19/05/2012			Conditions de financement	HC
Inst. Responsable de la supervision	IFAD/IFAD				
Nbre de Supervisions	4	field_no_of_missions	0		
Dernière Supervision	12/2011	field_last_mission_date			

label\_currency\_remainder

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation				Coût total	47,78	3.81
Accord	21/07/2009	Délai d'entrée en vigueur		field_total_ifad	17.92	7.10
Date		Projet à problème	-----	Prêt FIDA	8,96	3.55
Examen à mi-parcours	09/2013			Don suppl.		
Date d'achèvement prévue	10/2017	Date dernier amendement		Don FIDA	8,96	3.55
Clôture		Date dernier audit		field_domestic_total		
Nbre de prolongations	0			Beneficiaries	2.93	
				Government (National)	4.38	0.52
				field_cofinancing_total		

**Notes concernant l'exécution du projet PACER**

<b>B.1 Aspects fiduciaires</b>	<b>Précédente</b>	<b>Actuelle</b>	<b>B.2 État d'avancement de l'exécution du projet</b>	<b>Précédente</b>	<b>Actuelle</b>
1. Qualité de la gestion financière	5	5	1. Qualité de la gestion du projet	5	5
2. Taux de décaissement	2	2	2. Exécution du S&E	4	4
3. Fonds de contrepartie	1	3	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	3	3
4. Conformité à l'accord de prêt	4	4	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	4	4
5. Conformité aux règles de passation des marchés	4	4	5. Lutte contre la pauvreté	3	4
6. Qualité et ponctualité des audits	5	4	6. Efficacité du ciblage	3	4
			7. Innovation et leçons apprises	3	4
<b>B.3 Produits et réalisations</b>	<b>Précédente</b>	<b>Actuelle</b>	<b>B.4 Durabilité</b>	<b>Précédente</b>	<b>Actuelle</b>
1. programme coordination and strategic partnerships	4	3	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	3	3
2. support to village-level institutions	5	5	2. Autonomisation	4	4
3. access to rural microfinance	5	5	3. Qualité de la participation des bénéficiaires	4	4
4. support to local IGA groups and microbusinesses	4	4	4. Adaptabilité des prestataires de service	4	4
			5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	4	NR
			6. Possibilité réplcation à plus grande échelle	5	5

B.5 field\_project\_rating\_justification

### **B.1. Aspects Fiduciaires**

B.1.1. Pas de changement

B.1.2. Pas de changement – maintien à 2 Taux de décaissement a peu évolué. - Revue du PPM

B.1.3. De 1 à 3 Fonds de contrepartie ne devraient pas posé de problèmes pour le PACER car ils sont limités aux exonérations de taxes

B.1.4. Pas de changement

B.1.5. Pas de changement

B.1.6. De 5 à 4 Les termes de références des auditeurs ont été revus et le département des finances du FIDA trouvent qu'ils pourraient être améliorés.

### **B.2. Etat d'avancement de l'exécution du projet**

B.2.1. -> B.2. 4 Pas de changement

B.2.5. De 3 à 4 Comme le projet n'a que 1 an d'exécution, il a le bénéfice du doute.

B.2.6. De 3 à 4 Comme le projet n'a que 1 an d'exécution, il a le bénéfice du doute.

B.2.7. De 3 à 4 Comme le projet n'a que 1 an d'exécution, il a le bénéfice du doute.

### **B.3. Produits et réalisations**

B.3.1. De 4 à 3. Voir paragraphe 47 de l'aide-mémoire

Reste est inchangé

### **B.4. Durabilité**

B.4.1. Pas de changement

B.4.2 -> B.4.4 Pas de changement

B.4.5. De 4 à NR (n'est pas requis comme première année du projet. Requis à partir de l'année 3).

B.4.6. Pas de changement

## **Évaluation globale et risqué PACER**

		Précédente	Actuelle
C.1	Actifs physiques/financiers	4	4
C.2	Sécurité alimentaire	4	4
C.3	Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	4	4
<b>Rationale for implementation progress rating</b>			
C. 1. -> C.3. Pas de changement			
Parmi les 516 villages encadrés (dont 290 villages du PADER et 226 repris du PDRT), le programme avait sélectionné 266 villages de concentration où les activités d'appui se sont concentrées. <b>A ces 266 villages se sont ajoutés les 20 nouveaux sélectionnés.</b>			
C.4	Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	4	4
<b>Rationale for development objectives rating</b>			
C.4. Pas de changement			
C.5	<b>Risques Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats</b>		
	Aspects fiduciaires	Les faibles taux de décaissement et d'exécution financière pourraient impacter le résultat global du projet (PTBA 2012) si aucun effort ne vient inverser cette tendance.	
	Avancement de l'exécution du projet	Au niveau de la composante ADF, Le comité national d'approbation des microprojets a été installé. Une convention a été signée avec le FNM et il ne reste que les contrats avec les IF pour permettre à ces derniers de bénéficier du fonds de refinancement du FMN. Dans le cadre de l'appui à la professionnalisation des acteurs, le PACER a facilité la participation de PROMO-FRUIT à une foire au Mali. Cet appui a été très apprécié par ladite structure car elle lui a permis de prendre de nouveaux contacts et de faire la promotion de son produit dans ce pays. La formation de tous les chargés de programme et de 18 cadres par CeRPA en TRI, CREE et GERME a été exécutée. De même, une formation en faveur des maraîchers semenciers a été réalisée en vue de la dynamisation de la production maraîchère au Bénin  Au niveau de la composante IR, Le processus de sélection des bureaux d'étude pour la réalisation des études techniques et le contrôle des travaux est encours. Concernant l'appui aux communautés à la base dans l'identification des pistes à construire ou à réhabiliter, une mission d'information et de validation des axes proposés a été effectuée auprès de 28 mairies et a permis de signer 27 engagements des maires pour l'entretien des pistes à réaliser pour un linéaire de 343 km.	
	Produits et réalisations		
	Durabilité	Un atelier sur la propriété des infrastructures et des équipements socio-économiques réalisés par le FIDA s'est tenu et les recommandations seront exploitées dans l'exécution du PACER.	



## Appendice 2: Résumé des principales mesures à adopter dans des délais convenus

Composante « Appui au développement des filières agricoles (ADF) »		
Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Assurer en concertation avec le responsable de la composante ADF, la mobilisation et la mise en place des crédits complémentaires au profit des MPE et MER bénéficiaires de microprojets approuvés par les CRA et le CNA	FR et ADF	Fin octobre 2012
Susciter l'organisation des producteurs impliqués dans les consortia de filière	ADF	Décembre 2012 pour les consortia existants
Appuyer le consortium d'Allada sur l'ananas à l'export par la finalisation de son dossier sur la mise en place d'une unité plus performante de transformation	ADF	Septembre 2012
Faire vulgariser les boutures certifiées de manioc par les radios locales, les CeCPA et les OPP	ADF/CSE	Juillet 2012
Appuyer le Micro entrepreneur Dramane Chabi Akpo de Goro dans la revue de son dossier en vue de la soumission d'un dossier sur l'achat de tracteur au PPMA via le FNM et d'un second au relatif à la promotion de filière au CRA	ADF/UCP/URA/OPP	Juillet 2012
Appuyer le groupement de femmes de Goro pour son dossier d'acquisition d'une rappeuse et d'une presse.	ADF/UCP/URA/OPP	Juillet 2012
Faire la capitalisation et la diffusion des bonnes pratiques au sein des ASF	CSE, FR	Novembre 2012
Appuyer les groupements de Fô Bouré dans le montage d'un dossier de micro-projet à présenter au guichet A du PACER	ADF/URA/OPP	Juillet 2012
Prévoir et exécuter au plus tôt possible une formation sur le maraîchage au profit des OPP et SAE	ADF	Septembre 2012

<b>Composante « Infrastructures Rurales IR »</b>		
<b>Mesure convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
Procéder à l'étude d'aménagement du site maraîcher des groupements Yékponawa et Agbondjèdo d'Ifangni	IR/UCP/PACER	Novembre 2012
Appuyer le groupement de Gobé par rapport à son projet d'aménagement de bas-fond et de construction d'un magasin de stockage	IR/UCP/PACER	PTBA 2013
Faire une étude du site des groupements de Fô Bouré en vue d'un aménagement pour une meilleure maîtrise de l'eau.	IR/UCP/PACER	PTBA 2013
Etudier la demande faite par l'association des transformateurs d'ananas pour la construction de trois magasins de stockage d'ananas pour faciliter l'écoulement des jus dans les pays de l'inter-land.	ADF, IR, Coord	Décembre 2012
<b>Coordination, Gestion et Partenariat Stratégique</b>		
<b>Mesure convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
Prévoir annuellement une ligne budgétaire dans le PTBA pour financer les cadres de concertation entre les différents intervenants (OPP, CeRPA, CeCPA, URA, etc) afin d'harmoniser les approches d'intervention	Coord, RAF	Continuel
Accélérer la production du DVD-Vidéo sur les points forts de l'atelier à diffuser et utiliser le canal de l'Association départementale des maires pour permettre à tous les maires de s'approprier les conclusions et recommandations de l'atelier sur la gestion des infrastructures	RSE, AIB	Juillet 2012
Faire aboutir les financements complémentaires du PACER	ADF, FR, Coord	Novembre 2012
Elaborer un cadre de référence propre au PACER pour son évaluation en tenant compte de l'étude de référence du PADER complétée par des études spécifiques.	UCP	Novembre 2012
Faire mettre en place par les CeRPA un mécanisme permettant de s'assurer de la justification des fonds dans les délais convenus	ADF, RAF, Coord	Juillet 2012
Impliquer les autorités locales dans la gestion des cas de mauvaise gestion/ détournement au niveau des ASF	ADF, FR, Coord	Continuel

<b>Mesure convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
Revoir le mécanisme de mise en œuvre de manière à accélérer les processus relevant de la responsabilité de l'équipe du projet,	Coord.	Novembre 2012
Discuter avec le FIDA pour stratifier les besoins de recours à la non objection de façon à réduire les temps d'attente des ANO.	Coord.	Novembre 2012
<b>Mesure convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
Former l'équipe du projet sur la gestion axée sur les résultats (GARS)	Coord.	Novembre 2012
<b>Aspects Fiduciaires</b>		
<b>Mesure convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
D'accélérer le traitement des demandes de non objection	FIDA	Immédiate
Requête aux fins d'expérimenter l'avance de trésorerie sur la base de budgets trimestriels	UCP	Immédiate
Finaliser et valider le PTBA et PPM révisé 2012	RSE/RAF/RPM/R Composantes	Immédiate
<b>Durabilité</b>		
<b>Mesure convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
Faire élaborer un plan de gestion environnementale et social (PGES) pour le PACER	ADF, IR, Coord.	Novembre 2012
Rendre systématiquement les renforcements de capacités des divers bénéficiaires d'équipement du projet	ADF, IR, Coord.	Novembre 2012

### Appendice 3 : Questions financières: exécution effective des obligations de financement par source de financement; décaissements par catégorie et par composante

**Table 3A PACER : Financial performance by financier**

Financier	Approuvé ('000 USD)	Effectif ('0000 USD)	Déboursments ('000 USD)*	Déboursments en %
Prêt et Don FIDA	17 924,0	17 924,0	<b>1 745,46</b>	9,74
BOAD	9 060,0	9 060,0	<b>0,00</b>	0,00
PNUD	3 040,0	3 040,0	<b>0,00</b>	0,00
FAO	500,0	500,0	<b>0,00</b>	0,00
GOUVERNEMENT	4 388,0	4 388,0	<b>22,81</b>	0,52
BENEFICIAIRES	2 931,0	2 931,0	<b>0,00</b>	0,00
IF Locales	9 937,0	9 937,0	<b>0,00</b>	0,00
Total	47 780,0	47 780,0	<b>1 768,27</b>	<b>3,70</b>

\* au 30 Avril 2012 jusqu'à DRF 9 ; 1DTS=1,5425 USD et 1\$ USD=499,5095 pour les DRF 5 à 9

**Table 3B PACER : Financial performance by financier by component (Actual Expenditures en USD '000)**

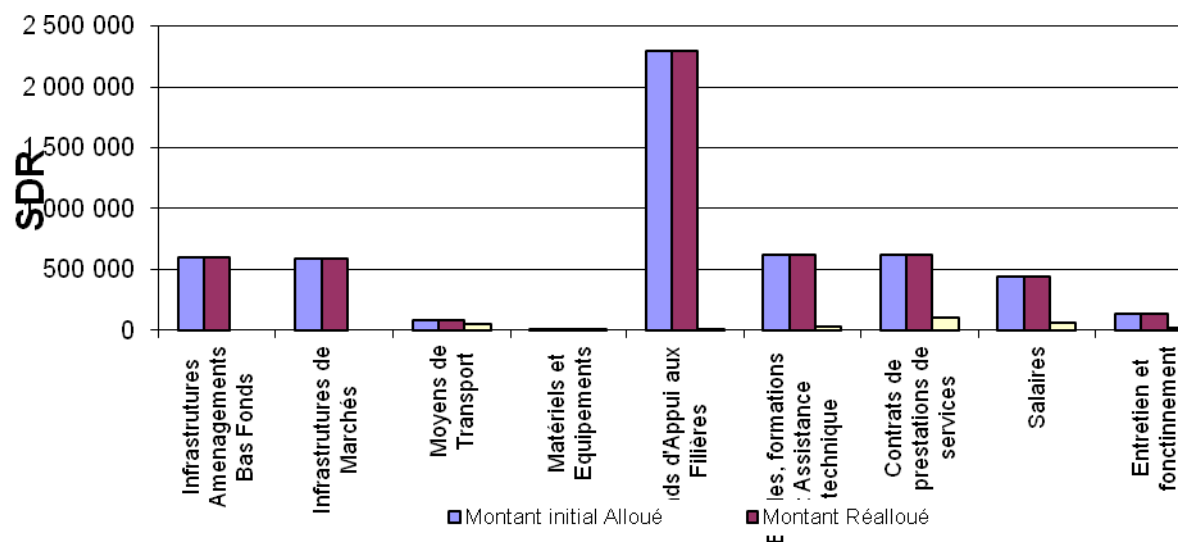
	Prêt et Don FIDA			BOAD			PNUD			FAO			Gouver			Bénéfic			I F locales			Total		
Composantes	alloué	décais	%	alloué	décais	%	alloué	décais	%	alloué	décais	%	alloué	décais	%	alloué	décais	%	alloué	décais	%	alloué	décais	%
A. Appui au développement des filières (ADF)	11 605	526,39	<b>4,54</b>				2 950,0	-	<b>0,00</b>	500	-	<b>0,00</b>	1 414,0		<b>0,00</b>	2498,0		<b>0,00</b>	9937,0		0,0	28 904	526,39	1,82
B. Infrastructures rurales (IR)	3 943	66,44	<b>1,68</b>	9 060	-	<b>0,00</b>		-			-		2 403,0		<b>0,00</b>	433,0		<b>0,00</b>				15 839	66,44	0,42
C. Coordination et partenariats stratégiques	2 376	452,63	<b>19,05</b>				90,0	-	<b>0,00</b>				571,0	22,81	<b>3,99</b>							3 037	475,44	15,65
dépenses en cours d'affectation par composantes (DRF 1)		700,00						-															700,00	
<b>Total*</b>	<b>17 924</b>	<b>1 745,46</b>	<b>9,74</b>	<b>9 060</b>	<b>-</b>	<b>0,00</b>	<b>3 040</b>	<b>-</b>	<b>0,00</b>	<b>500</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>	<b>4 388</b>	<b>22,81</b>	<b>0,52</b>	<b>2931,0</b>		<b>0,00</b>	<b>9937,0</b>		<b>0,0</b>	<b>47 780</b>	<b>1 768,27</b>	<b>3,70</b>

\* au 30 Avril 2012 jusqu'à DRF 9

1DTS=1,5425 USD et 1\$ USD=499,5095 pour les DRF 5 à 9

Table 3C PACER : Déboursements prêt et Don FIDA (en DTS)

	Catégorie/Description	Montant initial Alloué	Montant Réalloué	Déboursements* DRF 8	Solde	Déboursements en %
I a	Infrastructures Aménagements Bas Fonds	600 000	600 000	0,00		
I b	Infrastructures de Marchés	590 000	590 000	0,00	590 000,00	0,00
II	Moyens de Transport	80 000	80 000	53 529,88	26 470,12	66,91
III	Matériels et Equipements	10 000	10 000	11 975,59	-43 529,88	535,30
IV	Fonds d'Appui aux Filières	2 295 000	2 295 000	237,65	2 294 762,35	0,01
V	Etudes, formations et Assistance technique	625 000	625 000	27 590,14	597 409,86	4,41
VI	Contrats de prestations de services	620 000	620 000	108 519,03	511 480,97	17,50
VII	Salaires	440 000	440 000	61 696,56	378 303,44	<b>14,02</b>
VIII	Entretien et fonctionnement	140 000	140 000	16 760,72	123 239,28	11,97
	Non alloué	600 000	600 000	0,00		
	Dépôt initial DRF 1			222 687,46	-222 687,46	-
	<b>Total</b>	<b>6 000 000</b>	<b>6 000 000</b>	<b>502 997,03</b>	<b>5 497 002,97</b>	<b>8,38</b>
* au 30 Avril 2012 jusqu'à DRF 9						



**Table 3 D PACER : Décaissement à DRF 9 en DTS**

Catégories		Alloca Initiale	DRF n°01	Débours à DRF 8	DRF 9	TOTAL	Solde	tx
<b>1</b>		<b>2 380 000</b>	-	-				
<b>1</b>	<b>a</b>	Amenagement des bas- fonds	1 200 000	-	-	-	1 200 000,00	-
<b>1</b>	<b>b</b>	Infrastructures des marchés	1 180 000	-	-	-	1 180 000,00	-
<b>2</b>		Moyens de transport	<b>160 000</b>		107 059,76	107 059,76	52 940,24	66,91
<b>3</b>		Matériels et Equipements	<b>20 000</b>	-	23 951,18	23 951,18	- 3 951,18	119,76
<b>4</b>		Fonds d'Appui aux Filières	<b>4 590 000</b>		475,30	45 923,30	4 543 601,40	1,01
<b>5</b>		Etudes, formations et Assistance technique	<b>1 250 000</b>		55 180,00	12 383,30	1 182 436,70	5,41
<b>6</b>		Contrats de prestations de services	<b>1 240 000</b>		217 038,06	20 363,24	1 002 598,70	19,15
<b>7</b>		Salaires	<b>880 000</b>		123 393,12	23 020,86	733 586,02	16,64
<b>8</b>		Entretien et fonctionnement	<b>280 000</b>		33 521,44	6 962,10	239 516,46	14,46
<b>NA</b>		Non alloué	<b>1 200 000</b>		-	-	1 200 000,00	-
		Allocation Autorisée		445 374,92		445 374,92	- 445 374,92	
<b>TOTAL</b>			12 000 000	445 374,92	560 618,86	1 114 646,58	10 885 353,42	9,29

1DTS=1,5425 USD et 1\$ USD=499,5095 pour la DRF 9 1dts=770,5134

#### Appendice 4: Respect des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement

Section	Disposition	Objectif/Date prévue	État d'avancement/Date	Observations
ACCORD DE FINANCEMENT PACER	L'ALLOCATION DE LA CATEGORIE 3 à L'ANNEXE 2 DE L'ACCORD ARRÊTE A 20.000 DTS POUR EQUIPER LE PROJET EST LARGEMENT DEPASSEE	PORTER LE MONTANT A 150.000 DTS AU MOINS FIN JUIN 2012 AU PLUS TARD	AUCUNE ACTION POUR L'INSTANT	SEUL LE FIDA PEUT AGIR POUR UNE SATISFACTION RAPIDE



## Appendice 5 : Avancement matériel au regard du PTBA, y compris les indicateurs SYGRI

Composantes			Prévisions physiques globales du Programme (RPE)	Prévisions physiques		Réalisations physiques				
PACER	Indicateur	Unité		Prévisions physiques RPE ajustées	PTBA 2012	Cumulées au 30/04/12	Réalisations physiques 2012	% RPE ajusté	% PTBA 2012	Justification des écarts
<b>Composante 1 : Appui au développement des filières</b>										
<b>Sous-composante 1 : Fonds d'appui aux filières agricoles</b>	Nombre d'institutions financières sélectionnées	IF	5	5	0	4	0	80	0	
	Nombre de sessions de formation spécifique au profit des SAE	Session	2	2	1	0	0	0	0	
	Nombre de sessions de formation en Rural Invest	Session	2	2	1	0	0	0	0	
	Nombre de missions d'appui assurance qualité Rural Invest	Mission	2	2	0	0	0	0	0	
	Nombre de sessions des comités d'approbation	Session	64	64	16	3	3	5	18,75	
	Nombre d'ateliers d'auto-évaluation annuelle du fonds d'appui aux filières	Atelier	2	2	1	0	0	0	0	
	Nombre d'audit annuel du portefeuille du fonds d'appui aux filières	Audit	5	5	1	0	0	0	0	
	Contribution du PACER au guichet A	F CFA	2 501 782 000	2 501 782 000	187 633 500	0	0	0,0	0	
	Contribution des bénéficiaires au guichet A	F CFA	889 207 000	889 207 000	66 690 500	0	0	0,0	0	
	Contribution des IMF au guichet A	F CFA	3 309 535 000	3 309 535 000	124 107 500	0	0	0,0	0	
	Nombre d'unités de transformation de jus d'ananas financées par le guichet A	MPE	50	50	0	0	0	0,0	0	
	Nombre d'unités de séchage d'ananas financées par le guichet A	MPE	25	25	0	0	0	0,0	0	
	Nombre de groupements féminins d'ananas financés par le guichet A	GF	25	25	0	0	0	0,0	0	
	Nombre d'unités traditionnelles de jeunes d'ananas financées par le guichet A	GJ	25	25	0	0	0	0,0	0	
	Nombre d'unités de séchage de fruits et légumes financées par le guichet A	MPE	25	25	0	0	0	0,0	0	
	Nombre d'unités de production de gari financées par le guichet A	MPE	100	100	0	0	0	0,0	0	

Nombre de groupements féminins producteurs de gari financés par le guichet A	GF	40	40	0	0	0	0,0	0
Nombre de groupements de jeunes producteurs de gari financés par le guichet A	GJ	10	10	0	0	0	0,0	0
Nombre d'unités de production de farine financées par le guichet A	MPE	100	100	0	0	0	0,0	0
Nombre de groupements féminins de farine financés par le guichet A	GF	50	50	0	0	0	0,0	0
Nombre d'unités de transformation artisanale du riz financées par le guichet A	MER	25	25	0	0	0	0,0	0
Nombre d'unités de transformation semi-industrielle du riz financées par le guichet A	MPE	125	125	0	0	0	0,0	0
Nombre d'unités de transformation semi-industrielle féminines du riz financées par le guichet A	GF	10	10	0	0	0	0,0	0
Nombre d'unités de transformation semi-industrielle (jeunes) du riz financées par le guichet A	GJ	15	15	0	0	0	0,0	0
Montant alloué aux unités de transformation de jus d'ananas financées par le guichet A	F CFA	2 400 000 000	2 400 000 000	0	0	0	0,0	0
Montant alloué aux unités de séchage d'ananas financées par le guichet A	F CFA	600 000 000	600 000 000	0	0	0	0,0	0
Montant alloués aux groupements féminins d'ananas financés par le guichet A	F CFA	387 500 000	387 500 000	0	0	0	0,0	0
Montant alloué aux unités traditionnelles de jeunes d'ananas financées par le guichet A	F CFA	387 500 000	387 500 000	0	0	0	0,0	0
Montant alloué aux unités de séchage de fruits et légumes financées par le guichet A	F CFA	70 000 000	70 000 000	0	0	0	0,0	0
Montant alloué aux unités de production de gari financées par le guichet A	F CFA	700 000 000	700 000 000	0	0	0	0,0	0
Montant alloué aux groupements féminins producteurs de gari financés par le guichet A	FCFA	96 290 000	96 290 000	0	0	0	0,0	0
Montant alloué aux groupements de jeunes producteurs de gari financés par le guichet A	FCFA	56 860 000	56 860 000	0	0	0	0,0	0
Montant alloué aux unités de production de farine financées par le guichet A	FCFA	865 000 000	865 000 000	0	0	0	0,0	0
Montant alloué aux groupements féminins de production de farine financées par le guichet A	F CFA	166 375 000	166 375 000	0	0	0	0,0	0
Montant alloué aux unités de transformation artisanale du riz financées par le guichet A	F CFA	25 000 000	25 000 000	0	0	0	0,0	0

	Montant alloué aux unités de transformation semi-industrielle du riz financées par le guichet A	F CFA	860 000 000	946 000 000	0	0	0	0,0	0
	Montant alloué aux groupements féminins de transformation semi-industrielle du riz financées par le guichet A		8 600 000	8 600 000	0	0	0	0,0	0
	Contribution du PACER au guichet B	F CFA	890 000 000	890 000 000	0	0	0	0,0	0
	Contribution des bénéficiaires au guichet B	F CFA	222 500 000	222 500 000	0	0	0	0,0	0
	Contribution des IMF au guichet B	F CFA	1 112 500 000	1 112 500 000	0	0	0	0,0	0
<b>Sous-composante 2 : Appui à la professionnalisation des acteurs</b>	Nombre d'enquêtes diagnostic des MPE et des SAE	Etude	2	2	0	0	2	0,0	0
	Nombre d'ateliers régionaux d'information sur le PACER	Nombre	3	3	1	1	1	33	100
	Nombre de formateurs SAE formé en module CREE	Personne	19	19	19	18	18	95	95
	Nombre de formateurs SAE formé en module GERME	Personne	19	19	19	18	18	95	95
	Nombre de MPE ayant reçu une formation générale en CREE et GERME	MPE	600	600	90	0	0	0	0
	Nombre de MPE ayant reçu une formation spécialisé en CREE et GERME	MPE	600	600	0	0	0	0	0
	Nombre de MPE suivi et accompagné	MPE	600	600	0	0	0	0	0
	Nombre de MPE ayant reçu une formation NORMES ET QUALITE (forfait)	MPE	600	600	20 000 000	0	0	0	0
	Nombre de visites d'échange effectué entre les MPE	Visite	20	20	5	0	0	0	0
	Nombre de visites d'échange effectué entre les groupements AGR	Visite	20	20	5	0	0	0	0
	Nombre de voyage d'études effectué par les MPE	Voyage	4	4	1	1	1	25	100
	Nombre de voyage d'études effectué par les groupements AGR	Voyage	1	1	0	0	0	0,0	0
	Nombre de séminaires et ateliers tenus au profit des Unions Communales	Atelier	30	30	3	0	0	0,0	0
	Séminaires et ateliers tenus au profit des faitières	Atelier	15	15	1	0	1	0,0	100
	Nombre de participation aux foires et expositions	Participation	6	6	2	0	0	0,0	0
	Nombre de formation initiale au profit des TS et CA	formations	6	6	6	0	0	0,0	0
	Nombre de sessions annuelles de recyclages des TS et CA	sessions	18	18	0	0	0	0,0	0
	Nombre de formation initiale au profit des formateurs endogènes	formations	30	30	0	0	0	0,0	0

	Nombre de sessions annuelles au profit des formateurs endogènes	session	30	30	0	0	0	0,0	0	
<b>TAUX D'EXECUTION COMPOSANTE 1</b>								<b>5,6</b>	<b>25,41</b>	
<b>Composante 2 : Infrastructures rurales</b>										
	Nombre de km de pistes réalisées	Km	250	250	0	0	0	0	0	
	Superficie de bas-fonds aménagé	Ha	420	420	80	0	0	0	0	
	Superficie d'infrastructures de soutien à la mise en marché réalisée	m2	7500	7 500	1830	0	0	0	0	
<b>TAUX D'EXECUTION COMPOSANTE 2</b>								<b>0</b>	<b>0</b>	
<b>Composante 3 : Coordination et partenariats stratégiques</b>										
	Audit des comptes	Mission	6	6	1	2	1	33	100	
	Mission de supervision	Mission	12	12	2	4	1	33	50	
	Manuel des procédures administratives, financières et comptables	Manuel	1	1	1	1	0	100	0	
	Manuel des opérations techniques	Manuel	1	1	1	1	0	100	0	
	Système de suivi-évaluation	Système	1	1	1	0	0	0	0	
	Mission d'évaluation a mi-parcours	mission	1	1	0	0	0	0	0	
	Mission d'évaluation finale	mission	1	1	0	0	0	0	0	
	Partenariats stratégiques noués	Nombre	nd	20	0	0	0	0	0	
<b>TAUX D'EXECUTION COMPOSANTE 3</b>								<b>33,33</b>	<b>30</b>	
<b>TAUX D'EXECUTION GLOBAL</b>								<b>12,99</b>	<b>18,47</b>	

np = non prévu --- nd = non déterminé

Appendice 6: Cadre logique actualisé indiquant l'avancement des activités au regard des objectifs, des réalisations et des produits

**PACER**

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables (RIMS)	Source d'information	Risques/hypothèses
<b>OBJECTIF GENERAL</b>			
Contribuer à la mise en place des conditions nécessaires à une croissance économique durable et à la réduction de la pauvreté en milieu rural	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>Augmentation du revenu moyen des ménages dans les villages encadrés de 5 % d'ici à 2015 :</u> <b>A évaluer à la fin du programme</b></li> <li>- <u>Diminution du taux d'insuffisance pondérale (Poids par âge) des enfants de zéro à cinq ans de 3 points d'ici 2015 :</u> <b>A évaluer à la fin du programme</b></li> <li>- <u>Diminution du taux de malnutrition aigüe (Poids par taille) des enfants de zéro à cinq ans de 3 points d'ici 2015 :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Proportion de ménages ayant au moins un enfant malnutri : 43,65% à l'étude de référence de base du PADER.</li> <li>• Proportion d'enfants (garçons) malnutris : 14,85% à l'étude de référence de base du PADER</li> <li>• Proportion d'enfants (filles) malnutris : 13,48% à l'étude de référence de base du PADER.</li> <li>• <u>Amélioration du taux d'alphabétisation par genre (sexe) dans les villages encadrés de 5 points d'ici 2015 :</u> 1,97% pour les hommes et 0,63% pour les femmes. 1,18% pour l'ensemble à l'étude de référence de base.</li> </ul> </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Enquêtes de référence du PADER dans les villages retenus par le PACER</li> <li>- Enquêtes d'impact dans les villages pour les AGR et sur un échantillon représentatif de MPE et MER</li> <li>- Etudes et enquêtes du SCRCP</li> </ul>	Le gouvernement accorde la priorité à ce programme dans le cadre de la SCRCP3 et du PAP 2011-2015 et de la politique d'appui à l'emploi des jeunes
<b>OBJECTIFS SPECIFIQUES</b>			
1- Appuyer le développement des MPE et des AGR agricoles ou extra agricoles intervenant dans le cadre des filières retenues et contribuant à la croissance économique en milieu rural (O.S. en rapport avec la sous-composante 1)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>Le chiffre d'affaires moyen des 400 MPE promues s'est accru de 25 % à la fin du projet :</u> Non encore disponible.</li> <li>- <u>Le taux de rentabilité moyen des 400 MPE promues a augmenté de 10% :</u> Non encore disponible</li> <li>- <u>1600 d'emplois directs créés par les MPE :</u> Non encore disponible</li> <li>- <u>240 conventions d'appui signées entre les MPE et prestataires de service :</u> Seule la convention avec le FNM est signée pour le moment mais les autres sont en bonne voie.</li> <li>- <u>Le chiffre d'affaires moyen des 200 AGR promues s'est accru de 25 % à la fin du projet :</u> Les rapports d'évaluation à mi parcours et de l'étude d'impact renseigneront cet indicateur</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapport de l'enquête de référence du projet</li> <li>- Rapport du diagnostic préliminaire pour l'évaluation de l'offre et de la demande de services</li> <li>- Rapports d'évaluation à mi parcours</li> <li>- Rapport de l'étude d'impact</li> <li>- Rapports d'activités du projet</li> <li>- Données statistiques (CCIB ; ADex, etc.)</li> <li>- Données statistiques de l'INSAE</li> <li>- Rapports de la cellule de SE du MAEP</li> <li>- Etats financiers des MPE</li> <li>- Rapports des Unions Interprofessionnelles des filières</li> <li>- Rapports des contrôles effectués par la DANA et DPQC</li> </ul>	<p>Hypothèses</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le climat macro-économique n'est pas défavorable au développement des MPE rurales.</li> </ul> <p>Risques</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La réglementation des marchés internationaux continue de freiner les exportations</li> </ul>

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables (RIMS)	Source d'information	Risques/hypothèses
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>Le taux de rentabilité moyen des 200 AGR promues a augmenté de 10%</u> : Non encore disponible</li> <li>- <u>60 MPE ont reçu pour leurs produits des certifications des structures habilitées</u> : Non encore disponible.</li> <li>- <u>40 MPE au moins ont signé des contrats commerciaux avec les industries alimentaires nationales</u> : Aucun contrat n'est signé pour le moment.</li> <li>- <u>200 MPE continuent de produire des biens/services</u> : Statistiques non disponibles</li> <li>- <u>200 MPE produisent régulièrement des résultats positifs</u> : Statistiques non disponibles</li> </ul>		
2- Appuyer les MPE dans le développement de leurs organisations professionnelles à la base et dans l'amélioration de leurs capacités (O.S. en rapport avec la sous-composante 2)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>100 % de MPE sont membres des faïtières des organisations professionnelles</u> : Non encore disponible</li> <li>- <u>25% de représentation des femmes dans les organes de décision des OP</u> :</li> <li>- <u>25% de représentation des jeunes dans les organes de décision des OP</u> :</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapport d'évaluation à mi parcours</li> <li>- Rapport de l'étude d'impact</li> <li>- Rapports de supervision</li> <li>- Rapports et bilans d'activités du Programme</li> <li>- Rapports des IMF impliquées</li> <li>- Rapports de la Cellule de Micro finance du MMEJF</li> <li>- Rapports de suivi évaluation du PACER</li> </ul>	<p>Hypothèses : Néant</p> <p>Risques</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le système financier réagit trop lentement aux sollicitations du Programme et l'évolution dans l'octroi des crédits MT reste mitigée</li> </ul>
3- Faciliter l'accès à des infrastructures d'appui à la production et à la mise en marché.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>Les Superficies aménagées et effectivement exploitées à la fin du projet se sont accrues de 10% dans la zone d'intervention</u> : Les études techniques sont faites.</li> <li>• <u>Nombre de producteurs exploitant les bas fonds aménagés a augmenté de 10% dans les zones d'intervention</u> : Non encore disponible.</li> <li>• <u>Le niveau de réduction des coûts de transport dans les zones désenclavées</u> : Non encore disponible.</li> <li>• <u>Nombre d'emplois créés pour l'entretien des pistes</u> : Aucune piste n'est construite pour l'instant</li> <li>• <u>Le Nombre d'infrastructures marchandes en service à la fin du projet a augmenté de 3% dans les zones d'intervention</u> : Les rapports d'évaluation à mi parcours et de l'étude d'impact renseigneront cet indicateur.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapport à mi parcours</li> <li>- Rapport de l'enquête d'impact</li> <li>- Rapports de supervision</li> <li>- Rapports périodiques du projet</li> <li>- Rapport des Unions régionales et nationales des OP</li> <li>- Rapport de la cellule de SE du MAEP</li> </ul>	<p>Hypothèses</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les questions foncières ne constituent pas une entrave à la réalisation des investissements.</li> </ul>
4- S'assurer que l'appartenance du PACER au programme cadre PADER lui apporte une plus value notamment en matière de management et que le	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>Le dispositif de gestion intégré du PACER et du PADER est fonctionnel</u> : Le dispositif est mis en place et fonctionne bien jusqu'à présent.</li> <li>- <u>Les comités de pilotage communs aux deux projets sont fonctionnels</u> :</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports et bilans annuels</li> <li>- Rapport de mi parcours</li> <li>- Enquêtes de référence et d'impact</li> <li>- PV des Comités de pilotage</li> </ul>	<p>Hypothèse</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'intégration des deux projets PADER et PACER se déroule de manière harmonieuse et les</li> </ul>

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables (RIMS)	Source d'information	Risques/hypothèses
partenariat stratégique avec les autres institutions est bien entretenu	<p>La CNP et les CRP sont installés et fonctionnent déjà.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>La planification opérationnelle du projet est exécutée à 75% au moins d'ici 2015 :</u></li> <li>- <u>Le taux de consommation des ressources financières du PACER est supérieur à 80% d'ici la fin du projet :</u> % de la consommation depuis le démarrage du PACER</li> </ul>		activités s'exécutent dans une complémentarité et une synergie totale

## Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

### **Apprentissage**

#### **Innovation**

Des innovations importantes sont en cours dans le cadre de la mise en œuvre du PACER. La principale innovation du PACER est le ‘développement des filières agricoles par les pôles économiques structurants’ dénommés dans le projet « Consortium ». Cette innovation à travers laquelle les petits producteurs sont mis en relation avec des entreprises de production, ou de service pour leur offrir des facilités de production et de mise en marché de leur production mérite une attention soutenue en vue d’une capitalisation pour son utilisation à travers d’autres projets.